



LES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE A FIN MARS 1993

Les interventions de la Banque Centrale, au terme du premier trimestre de l'année 1993, au regard des objectifs monétaires, restent marquées par les effets d'un environnement économique, financier et social austère au plan interne.

I - EVOLUTION DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE

A. - Evolution globale

Les interventions globales de l'Institut d'émission, en s'inscrivant à 1 154,5 milliards en mars 1993, accusent une hausse de 58,0 milliards ou 5,3% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette progression concerne aussi bien les concours aux Trésors nationaux que les refinancements de crédits à l'économie.

	Mars			
	1990	1991	1992	1993
	<i>(en Milliards de F CFA)</i>			
Concours aux Trésors nationaux (Art. 16 + Art. 12).	260,8	263,4	281,7	313,6
-Découverts en compte courant(article 14)	245,1	249,7	271,0	305,9
-Tirages article 15.....	12,7	10,1	7,7	5,7
Total Article 16 (Art. 14 + Art. 15).....	257,8	259,8	278,7	311,6
-Mobilisations d'obligations cautionnées (Article 12)	3,0	3,6	3,0	2,0
Concours aux Banques et Établissements Financier	859,3	826,6	814,8	840,9
dont Crédits campagne.....	(282,5)	(113,3)	(94,8)	(105,8)
Consolidations + titrisations	(266,2)	(447,3)	(622,2)	(619,3)
Total interventions	1120,1	1090,0	1096,5	1154,5
Variations en %	-1,8	-2,7	+0,6	+5,3

La progression de 31,9 milliards ou de 11,3% des concours aux Trésors nationaux résulte exclusivement de l'augmentation des découverts en compte courant au titre de l'article 14 des statuts de la Banque Centrale. Elle reflète les tensions observées au niveau des finances publiques. En revanche, les crédits d'investissement au titre de l'article 15 des statuts ont enregistré un amortissement de 2,0 milliards d'une année à l'autre, en ressortant à 5,7 milliards contre 7,7 milliards en mars 1992. Par ailleurs, certains Etats ont maintenu leur recours à la mobilisation d'obligations cautionnées, toutefois dans une moindre ampleur.

Les refinancements en faveur des banques et établissements financiers ont évolué à la hausse, à l'inverse de la tendance observée au cours des dernières années. En effet, en s'établissant à 840,9 milliards à fin mars 1993 contre 814,8 milliards un an plus tôt, ils augmentent de 26,1 milliards ou 3,2%, sous l'impulsion d'un accroissement de 11,0 milliards ou 11,6% des refinancements au titre des crédits de campagne et d'une progression de 15,1 milliards, soit 2,1%, des refinancements des crédits ordinaires. Cette évolution est principalement imputable à un Etat de l'Union en liaison avec l'accélération des opérations au démarrage de la campagne, d'une part et, d'autre part, le resserrement de la liquidité bancaire.

La contribution de l'Institut d'émission au financement des besoins de l'économie, en liaison avec l'accroissement des crédits primaires, augmente de 25,1 milliards. Elle demeure cependant stable en valeur relative, sa part passant de 45,2 à 46,0% d'une année à l'autre.

	Mars			
	1990	1991	1992	1993
	(En Milliards de Fcfa)			
Crédits à l'économie	2 164,0	2 032,5	1 810,3	1 833,6(*)
dont Crédits de campagne	(371,4)	(215,9)	(192,3)	(161,7)
. Variations en %	-3,6	-6,1	-10,9	+1,3
Refinancements des Crédits à l'économie				
(y compris obligations cautionnées)	862,3	830,2	817,8	842,9
. Variations en %	-1,9	-3,7	-1,5	+3,1
Part des Crédits à l'économie				
refinancée auprès de la BCEAO en %	39,8	40,8	45,2	46,0

(*) Données provisoires à fin mars 1993.

B - Evolution par Etat

Hormis le Bénin où un repli a été observé, une expansion des interventions de l'Institut d'émission a été enregistrée dans tous les autres Etats de l'UMOA au cours de la période sous revue.

1. - BENIN

Les concours de l'Institut d'émission ont connu une contraction de 3,9 milliards d'une année à l'autre, sous l'effet exclusif d'une baisse des découverts du Trésor dans les livres de l'Institut d'émission.

2. - BURKINA

Les interventions de la Banque Centrale ressortent en quasi-stabilité en s'établissant à 31,6 milliards à fin mars 1993. En effet, la croissance de 1,2 milliard des concours à l'Etat a été partiellement compensée par un léger repli de 0,3 milliard des refinancements des crédits à l'économie.

3. - COTE D'IVOIRE

Les concours de la Banque Centrale augmentent de 51,1 milliards en s'inscrivant 702,3 milliards à fin mars 1993, du fait d'une progression de 27,2 milliards des refinancements des crédits à l'économie et de 23,9 milliards des découverts du Trésor dans les livres de l'Institut d'émission.

4. - MALI

Les interventions de l'Institut d'émission sont demeurées stables, en se situant à 42,7 milliards. Cette stabilité est imputable aussi bien aux tirages du Trésor, qu'aux concours aux banques et établissements financiers constitués exclusivement de montants consolidés.

5 - NIGER

Les avances statutaires à l'Etat ressortent à 13,5 milliards à fin mars 1993, en augmentation de 0,8 milliard, tandis que les refinancements des crédits à l'économie restent stables.

6 - SENEGAL

Les concours de l'Institut d'émission se sont accrus de 7,8 milliards, soit de 3,4%, en s'établissant à 239,8 milliards en mars 1993 à la suite d'une augmentation de 8,5 milliards des découverts du Trésor dans les livres de l'Institut d'émission. Les refinancements des crédits à l'économie, quant à eux, sont demeurés relativement stables.

7 - TOGO

Les interventions de la Banque Centrale progressent de 1,2 milliard. Cette évolution résulte d'une hausse de 2,2 milliards des avances à l'Etat, atténuée par un repli de 1,0 milliard des refinancements des crédits à l'économie.

II - CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DE L'EVOLUTION DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE

En rapport avec l'augmentation des concours aux Trésors nationaux, la part relative des refinancements en faveur des institutions de crédit s'est réduite de 1,5 point, en se situant à 72,8% en mars 1993 contre 74,3% en mars 1992.

A - Structure des refinancements des crédits à l'économie

L'analyse de la structure des refinancements des crédits à l'économie selon les procédures de mobilisation, révèle la prédominance des consolidations et des titrisations qui représentent 70,6% des interventions, attestant de la participation importante de la Banque Centrale au processus d'assainissement du système bancaire et financier. Quant aux avances au titre du marché monétaire, elles représentent 25,0% des interventions à fin mars 1993 et s'inscrivent en hausse de 2,7 points par rapport à mars 1992.

Structure des refinancements selon les procédures de mobilisation

	Mars					
	1991		1992		1993	
	Milliards FCFA	%	Milliards FCFA	%	Milliards FCFA	%
Réescampte-Pension	447,3	53,9	628,2	76,8	625,8	74,2
dont :						
. Substitution ex-ONCAD	27,1	3,3	33,7	4,1	30,7	3,6
. Consolidation + titrisation	420,2	50,6	594,5	72,7	595,1	70,6
Avances Garanties	342,4	41,2	189,1	23,1	217,1	25,8
dont :						
. Marché Monétaire	283,5	34,1	182,4	22,3	210,5	25,0
. Avances TES	58,9	7,1	6,7	0,8	6,6	0,8
. Découverts accidentels	40,5	4,9	0,5	0,1	-	-
Total	830,2	100,0	817,8	100,0	842,9	100,0

L'examen de la structure des refinancements selon les taux, confirme également la nette prépondérance des concours à des conditions concessionnelles dont la part relative se situe à 74,2% en mars 1993. Cette part est cependant en baisse de 2,6 points par rapport à son niveau de mars 1992, au profit des avances au taux du marché monétaire.

Structure des refinancements selon les taux

	Mars 1992		Mars 1993	
	Milliards FCFA	%	Milliards FCFA	%
Taux d'escompte	6,7	0,8	6,6	0,8
Taux concessionnel	622,2	76,1	619,3	73,4
Taux du marché monétaire	182,4	22,3	210,5	25,0
Taux Pénalisateurs	0,5	0,1	-	-
Autres	6,0	0,7	6,5	0,8
Total	817,8	100,0	842,9	100,0

B - Répartition des refinancements des crédits à l'économie selon la nature des besoins financés.

L'analyse des interventions de l'Institut d'émission, en fonction des besoins de l'économie, fait apparaître un léger renforcement des refinancements des crédits de campagne par rapport à ceux des crédits ordinaires. En effet, la part relative des refinancements des crédits de campagne est passée de 11,6% en mars 1992 à 12,6% en mars 1993, enregistrant ainsi une hausse de 1,0 point au détriment de celle des crédits ordinaires qui baisse de 88,4% à 87,4% sur la même période.

L'augmentation du poids relatif des refinancements des crédits de campagne est essentiellement imputable au refinancement des stocks-report d'une part et d'autre part, à l'importance du volume des opérations de

commercialisation observée dans un Etat. S'agissant du portefeuille de crédits ordinaires refinancés par la Banque Centrale, son évolution reste marquée par l'ampleur des créances consolidées ou titrisées.

	Mars							
	1990		1991		1992		1993	
	Milliards Fcfa	%						
Refinancements des Crédits de campagne	282,5	32,8	113,3	13,6	94,9	11,6	105,8	12,6
Refinancements des Crédits ordinaires.....	579,8	67,2	716,9	86,4	722,9	88,4	737,1	87,4
(dont Consolidations + titrisation)	(266,2)	(30,9)	(447,3)	(53,9)	(622,2)	(76,1)	(619,3)	(73,5)
Total	862,3	100,0	830,2	100,0	817,8	100,0	842,9	100,0

III - LES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS

Par rapport aux maxima retenus par le Conseil d'Administration de la BCEAO pour l'année 1993, les réalisations se présentent comme suit :

	Mars 1993					
	Refinancements des Crédits à l'économie		Concours à l'Etat		Montant global	
	Plafonds	Réalisations nettes	Maxima autorisés	Réalisations	Plafonds	Réalisations nettes
	(en Milliards de FCFA)					
BENIN	44,3	50,3	12,6	19,3	56,9	69,6
BURKINA	9,0	9,5	20,3	21,5	29,3	31,0
COTE D'IVOIRE	458,0	522,6	120,6	168,5	578,6	691,1
MALI	23,9	23,9	18,9	18,8	42,8	42,7
NIGER	25,9	25,9	12,8	13,5	38,7	39,4
SENEGAL	185,7	181,0	46,1	50,0	231,8	231,0
TOGO	7,5	7,5	17,9	20,0	25,4	27,5
Refinancements Nets.....	754,3	820,7	249,2	311,6	1003,5	1132,3
Avances sur Marché Monétaire Local (a).....	-	22,2	-	-	-	22,2
Refinancements Bruts	-	842,9	249,2	311,6	-	1154,5

(a) Marché monétaire local (hors plafond), y compris obligations cautionnées

A - Concours aux Etats au titre de l'article 16 des Statuts de la BCEAO.

En rapport avec le resserrement des trésoreries publiques, des dépassements ont été relevés dans la quasi-totalité des Etats, à l'exception du Mali où les réalisations sont contenues à l'intérieur du maximum autorisé.

Ainsi, au **Bénin** et en **Côte d'Ivoire**, le premier trimestre de l'exercice monétaire 1993 a été une nouvelle fois particulièrement difficile pour les finances publiques, avec des dépassements importants et permanents par rapport aux maxima autorisés. A fin mars 1993, ces dépassements sont ressortis respectivement à 6,7 milliards et 47,9 milliards.

Au **Sénégal**, au **Togo**, au **Burkina** et au **Niger**, les utilisations de concours monétaires par le Trésor accusent, respectivement un dépassement de 3,9 milliards, 2,1 milliards, 1,2 milliard et 0,7 milliard.

B - Refinancements des crédits à l'économie.

Au **Bénin** et au **Burkina**, des dépassements respectifs de 6,0 milliards et de 0,5 milliard persistent, en liaison avec d'anciens refinancements gelés. Le dépassement de 64,6 milliards constaté en Côte d'Ivoire, résulte surtout de la nette insuffisance de liquidité des banques locales.

Dans les autres Etats, les refinancements des crédits à l'économie sont contenus à l'intérieur des plafonds fixés.

Au total, l'accroissement des interventions globales de la Banque Centrale au cours du premier trimestre de l'exercice monétaire 1993, reflète d'une part, les besoins de financement de la campagne agricole et, d'autre part, la persistance de fortes tensions sur les trésoreries publiques. Par ailleurs, le poids des consolidations et des titrisations continue à représenter une grande part des refinancements des crédits à l'économie.

Aussi, conviendrait-il de renforcer les mesures prises en vue de contenir les pressions sur les ressources monétaires, rendre plus liquides les concours déjà consentis et intensifier le processus d'assainissement des économies de l'Union, particulièrement des finances publiques.



